

**NOTE TECHNIQUE**

**Agriculture et alimentation : l'agroécologie au centre de l'agenda pour une seule santé et des territoires résilients**

**Revoir le Webinaire : Présentation et débat autour du scénario TYFA et du modèle agroécologique**

Conférence en ligne

**Scénario "Ten Years for Agroecology in Europe":  
l'agroécologie pour une  
seule santé et des  
territoires résilients**

**Jeudi 18 Février à 19h30**

En direct de la page Facebook de la Commission Agriculture et Ruralité EELV

**Xavier Poux**  
Consultant-chercheur AScA,  
chercheur associé à l'IDDR

**Sabine Bonnot**  
Co-responsable de la Commission  
Agriculture & Ruralité EELV  
Paysanne bio

<https://vimeo.com/517046272/2a6d240207>

**Pourquoi le sujet est un enjeu majeur**

**L'agriculture est au cœur d'un agenda politique de développement durable qui dépasse largement son seul secteur.** Elle interagit avec l'ensemble des grands enjeux environnementaux, sanitaires et sociaux de notre époque, qu'il s'agisse de l'effondrement de la biodiversité, du changement climatique, de la sécurité et la santé alimentaire et du bien-être social, des paysages et des ressources naturelles, des relations internationales et du développement territorial, des relations homme-animal... C'est une composante essentielle du pacte social ; c'est ce qui justifie la forte intervention publique dans ce secteur.

**Après des décennies de développement fondé sur un modèle dominant productiviste de plus en plus piloté selon une logique industrielle, ce modèle est en crise profonde. Si ses impacts environnementaux et sanitaires sont maintenant largement prouvés, il ne faut pas négliger ses impacts sociaux au sein même du monde agricole et agroalimentaire.** En témoigne la baisse continue du nombre d'exploitations et les difficultés d'un renouvellement qui mobilise des capitaux de plus en plus importants : l'intensité en capital de l'agriculture, ramenée à l'unité de main d'œuvre, est supérieure à celle des industries lourdes ! En témoignent aussi les conditions de travail d'un secteur agro-industriel qui propose des emplois sous-rémunérés pour leur pénibilité. On aurait pu penser que sacrifier l'environnement était le prix à payer pour une agriculture prospère... les faits montrent que non et que le *dumping* environnemental n'est pas la clé pour atteindre cet objectif.

Dans ce contexte, deux types de réponses politiques et économiques se font concurrence en matière de développement agricole :

- une **promesse « techno-productiviste »**, qui propose de traiter les enjeux par des réponses technologiques, conservant la logique de production de masse dont on cherche vainement à réduire les impacts environnementaux négatifs les plus criants tout en proposant des modes de production standardisés, déconnectés du milieu.

Ici les bénéficiaires de cette agriculture de masse et industrialisée sont logiquement les acteurs de l'aval (industries agroalimentaires, distributeurs), **dont le modèle économique repose sur des économies d'échelle et des coûts de production tirés vers le bas. Le pouvoir de ces industries est tel qu'elles parviennent à imposer leurs normes aux consommateurs et aux acteurs politiques.** Les autres bénéficiaires de cette politique sont les acteurs qui fournissent les intrants dont la majorité des producteurs ont été rendus dépendants (engrais, pesticides, semences brevetées, aliments du bétail...). Plus de **3 milliards d'euros** sont consacrés chaque année par les agriculteurs aux seuls achats de pesticides, soit près **d'un tiers des subventions annuelles de la PAC à la production.**

- Et une réponse « agroécologique et autonome », reposant sur des modes de production travaillant avec la nature plutôt que « contre », adaptés à chaque situation écologique, dont la forme la plus aboutie est l'absence d'intrants de synthèse et la mobilisation de tous les auxiliaires de production présents dans les sols et les paysages.

### Quelle est la vision des écologistes sur le sujet ?

**Il est nécessaire et urgent d'orienter le développement agricole vers cette agroécologie ambitieuse, reposant sur une absence d'utilisation d'intrants de synthèse – comme en agriculture biologique – et valorisant au mieux les auxiliaires présents dans les sols et des paysages (prairies naturelles, haies,...).**

Sur un plan agronomique et écologique, cette agriculture repose sur une gestion systémique, avec le rôle central de la fertilisation organique pour maintenir les sols vivants. Elle valorise également une diversité paysagère, entre zones cultivées et accueillant une végétation permanente spontanée (prairies, parcours, haies,...), reflets des situations écologiques, indispensables à l'accueil de la micro-faune. C'est l'atteinte à ces éléments (destruction et fragmentation des habitats, impact des pesticides...) qui cause majoritairement l'effondrement de la biodiversité.

Pour se passer des pesticides de synthèse et des engrais minéraux, cette agroécologie mobilise des connaissances scientifiques pointues sur les écosystèmes, la sélection adaptée aux contextes locaux (variétés et races productives et rustiques, à commencer par les légumineuses) et le travail du sol. Elle implique aussi des dispositifs innovants dans la coordination des acteurs à des échelles territoriales et sectorielles. Les OGM ne sont pas une voie envisageable dans cette transition, à la fois pour des raisons écologiques, de santé et de gouvernance sociale et économique.

**Les usines à viande (ou « élevages industriels ») sont incompatibles avec le projet agroécologique, tant pour des raisons de bien-être animal, d'environnement local (paysages, pollutions) et global (émissions de gaz à effet de serre, déforestation importée) que de santé humaine (mauvaise nutrition et usage d'antibiotiques aux risques délétères).** Plus récemment, le développement de la « viande cellulaire », issue de procédés biotechnologiques, est tout aussi déconnectée des solutions fondées sur la nature, de la relation Humain-Animal et de l'élevage paysan, chers aux écologistes.

**Ces techniques industrielles doivent au contraire être remplacées par un véritable élevage fondé sur la relation homme/animal respectant les deux parties, certes moins important en volume mais garantissant une meilleure qualité. Selon l'OMS et les nutritionnistes, la part de produits animaux consommés devrait en moyenne être divisée par deux pour revenir à un régime alimentaire plus favorable à la santé. Cet élevage pourrait alors être conduit intégralement de manière extensive et selon des principes d'autonomie fourragère et protéique.** Il a trois fonctions : nourrir sainement la population, valoriser et entretenir les espaces semi-naturels, contribuer à la fertilisation organique. Sa réduction quantitative est compatible avec des objectifs de moindre impact climatique.

En France et en Europe, cette agriculture agroécologique produit moins que l'agriculture conventionnelle, mais elle le fait de manière durable et en conservant le capital sol. *A contrario*, la stagnation des rendements et leur

variabilité accrue, constatée depuis plus de 10 ans, montre que l'agriculture fondée sur les intrants de synthèse est en train d'altérer le bon fonctionnement des sols. La course en avant des pesticides est perdue d'avance : de nouvelles molécules toujours plus toxiques remplacent celles devenues obsolètes à mesure que la spécialisation des systèmes de production sélectionne les « pestes » les plus résistantes. Ces molécules, et leurs métabolites parfois inconnus au moment des procédures d'homologation, polluent de manière durable l'environnement, et les humains n'y échappent pas bien sûr. Cette course en avant est clairement une impasse, la solution du « biocontrôle » sans reconception des systèmes agricoles n'étant pas concluante, comme le montre l'échec cinglant d'Ecophyto (augmentation continue de l'usage des pesticides en France au terme d'un plan d'Etat extrêmement coûteux, à l'œuvre depuis 12 ans et qui devait aboutir à une « réduction de 50% si possible d'ici 2018 »).

**Pour être généralisable, cette agroécologie ambitieuse et moins productive doit s'accompagner d'une diminution du gaspillage alimentaire et de la consommation de produits animaux, et d'une augmentation de la consommation de produits végétaux.** L'alimentation du bétail représente aujourd'hui les 2/3 de l'usage des céréales en Europe et implique l'importation de près de l'équivalent d'1/5<sup>ème</sup> de la SAU européenne en soja issu de la déforestation sud-américaine, on mesure le gain d'un tel choix de société. En terme d'environnement, de résilience, de souveraineté alimentaire. **La moindre production de l'agroécologie devient non seulement envisageable, mais souhaitable au regard de ses bénéfices pour notre santé et l'environnement.** Une seule santé – celle des hommes, des animaux, des écosystèmes et de la planète – est un objectif atteignable par l'agroécologie ambitieuse. C'est la meilleure assurance contre les risques globaux et locaux que fait peser le mode de développement productiviste de l'agriculture sur la société.

**Les filières agroécologiques le démontrent déjà : ce projet ne signifie pas un « retour aux Amish ». Non seulement il correspond à une aspiration sociétale puissante et croissante, mais il est compatible avec des filières organisées pour alimenter des populations urbaines à grande échelle, qui transforment et distribuent des produits en respectant leur qualité organoleptique et sanitaire.** Entre les seules filières courtes – qui ont toute leur place dans le projet – et les filières industrielles de masse standardisées qui altèrent la valeur nutritive, il y a une large place pour des filières « moyennes » valorisant des produits sains, respectant les potentialités locales (à ne pas confondre avec les « productions locales » reposant sur l'usage massif d'intrants pour maximiser une production), et pour des produits accessibles.

Cette approche sobre et durable de la production alimentaire s'applique aussi à la production de biomasse à des fins non alimentaires : pas de modèle industriel dont la logique d'approvisionnement exploiterait les ressources naturelles locales au-delà de leur capacité de renouvellement. **Dans ce cadre, la méthanisation « agricole » et plus globalement la production énergétique issue de la biomasse agricole (agrocarburants, bioéconomie...) n'est compatible avec le projet écologiste que si elle permet de soutenir le modèle agroécologique souhaité, qui doit en premier lieu nourrir notre population de manière réellement soutenable.** Les autres valorisations ne pourront qu'être complémentaires à cette fonction primordiale et ne pas en devenir l'objectif premier : le mix énergétique en ENR assuré par l'agriculture ne peut venir qu'en appoint de sa fonction nourricière première. Le dernier rapport du GIEC l'a rappelé : amplifier une prétendue vocation énergétique de l'agriculture conduit à des impasses contre-productives pour le climat et la biodiversité.

## Principales propositions

---

**Ce projet de transformation de l'agriculture conventionnelle vers l'agroécologie est un projet de moyen terme, à l'échelle d'une génération.** Il est comparable en ampleur et en degré de transformation à ce qui s'est passé entre 1950 et 1980. Notre société a déjà su faire un tel changement massif. Seuls de puissants verrouillages économiques confortés par un manque de lucidité et de courage politique empêchent aujourd'hui une nouvelle profonde mutation. À la fois radicale et cohérente, elle repose sur un dispositif d'intervention ambitieux.

**La transition agroécologique doit reposer sur une approche systémique, pour faire bouger les lignes tant sur le front de la production que de la consommation.**

Des perspectives scientifiques existent aujourd'hui qui montrent la **faisabilité d'un tel scénario**<sup>1</sup> : transition d'ici 2050 de la totalité de l'agriculture européenne en Bio, sans pesticides ni engrais de synthèse, arrêt des importations d'aliment du bétail participant à la déforestation (idem pour l'huile de palme), réduction de la consommation de produits d'origine animale et diminution correspondante de l'élevage (surtout en volailles et porcs, qui consomment des productions concurrentielles avec l'alimentation humaine), retour des ruminants à l'herbe et développement consécutive des prairies. Cette prospective montre que ce scénario peut être déployé en maintenant les exportations agricoles (notamment en céréales et vins), et en prenant en compte la poursuite de l'augmentation de la population et la poursuite de l'artificialisation. Elle permet de faire cesser radicalement la dégradation de l'environnement par les pesticides et les engrais de synthèse, et de mettre le bien-être animal au cœur des systèmes d'élevage. Elle permet aussi de favoriser une amélioration de la santé publique, avec une alimentation plus végétale et ne contenant plus de résidus de pesticides, un air de meilleure qualité, une eau potabilisable aisément et à faible coût. Elle permet enfin de redévelopper des paysages diversifiés, riches de biodiversité, et propices à une occupation apaisée des territoires (relations de voisinage entre producteurs et riverains, tourisme...).

**Aux échelles régionales<sup>2</sup> et départementales, ce projet peut être décliné de la façon suivante :**

**Nourrir nos régions avec des produits biologiques localement, solidairement**

*Relocaliser notre alimentation en mobilisant les enjeux de logistique douce (fret, voies douces, vélo-cargo...) et de construction des filières alimentaires, de la production à la transformation. Agir en tant que chef de file des "Plans Alimentaires Territoriaux" et des filières de Restauration Hors-Domicile sur son territoire (lycées, établissements publics comme privés...), autour des filières biologiques et locales : plan bio régional, aides spécifiques à l'AB...*

*=>50% de produits bio dans toute la restauration collective publique (collèges + EHPAD / lycées) en 2025*

*=> Généralisation de la tarification sociale dans les Collèges et les Lycées*

**Engager un plan de transition agroécologique et alimentaire régional ou départemental**

*-Définir un plan de développement de l'AB, de l'agriculture paysanne, de l'agroforesterie, d'investissement en cultures déficitaires contre la spécialisation territoriale (ex : légumes secs, protéines végétales, variétés et races locales...).*

*-Priorité à l'agriculture biologique : la bio doit être le critère principal dans tous les dispositifs d'aide agricole et rural, notamment les contrats de transition*

*-Rendre éligible puis majorer les aides publiques soutenant le maintien ou la réintroduction de petits élevages extensifs dans tous les territoires*

*-Articuler la création d'un Schéma Régional d'Autonomie Alimentaire avec le développement de stratégies d'autonomies alimentaires territoriales et faire converger les outils d'interventions régionaux (SRDEII, SDREA, PDR...) et ceux des collectivités locales (Développement économique, Zones d'activité, PCAET, PAT...) pour mieux*

<sup>1</sup> prospective Ten Years for Agroecology de l'IDDRI-ASCA :

[https://www.iddri.org/sites/default/files/PDF/Publications/Catalogue%20iddri/D%C3%A9cryptage/201810-IB1018-agroecologie\\_0.pdf](https://www.iddri.org/sites/default/files/PDF/Publications/Catalogue%20iddri/D%C3%A9cryptage/201810-IB1018-agroecologie_0.pdf)

<sup>2</sup> Compétence des régions dans la future programmation PAC : Installation-DJA / Investissements / Coopération (innovation/dev rural) / Gestion du risque /Echange connaissance et info, conseil, aide gestion, remplacement / Natura 2000 / Forêt /Leader  
VOIR : <https://pouruneautrepaq.eu/quelles-marges-de-manoeuvre-des-regions-dans-la-pac-2023-2027/>

planifier le développement de filières territoriales en lien avec la recherche de souveraineté alimentaire régionale.

**La remise en cause de l'élevage industriel doit être au cœur de l'agenda politique, avec un programme sur 20 ans de transformation qualitative et quantitative du secteur.**

-Conditionner les aides à l'investissement PCAE à des élevages non industriels, industriels entendu comme un modèle où les animaux se retrouvent dans des cages ou des bâtiments en densités très élevées, sans accès au plein air ou aux pâturages pour les herbivores, et qui subissent des mutilations destinées à les adapter à un environnement qui ne correspond pas à leurs besoins

-Mobiliser la filière Lait et Viande autour de cet objectif de transition (contrats de filières)

**Mobiliser les aides du second pilier en faveur des systèmes de production agroécologiques et alimentaires:**

-Défendre un transfert ambitieux du premier pilier PAC vers le second pilier (15%)

- Aides à l'investissement PCAE : priorité sur les investissements qui participent à la transition de la ferme, création d'outils collectifs de transformation/ distribution, investissement dans la restauration collective (si gestion directe)

-Conditionner et bonifier les aides à l'investissement agricoles et agroalimentaires aux enjeux sociaux, écologiques et économiques

-Aides à l'installation (DJA) : bonification pour les pratiques agroécologiques (AB, agroforesterie, démarches collectives)

-LEADER : Accompagnement des collectivités locales, des entreprises de l'amont et de l'aval pour des projets bio de territoire cohérents et ambitieux, en utilisant notamment les fonds LEADER pour les systèmes alimentaires territoriaux

-Coopération : valorisation des démarches collectives et soutenir l'agriculture de groupe engagée vers l'agroécologie

**Renouveler la gouvernance sur le plan du développement et du conseil agricole, de la gestion du foncier et de la recherche publique**

-Associer massivement les représentants de la société civile et des organisations paysannes dans l'ensemble des comités régionaux agricoles et alimentaires, à l'instar du débat public « Impactons »<sup>3</sup> qui a montré l'engouement des citoyen.es pour les questions agricoles et alimentaires.

**Santé, agriculture et alimentation**

Qualité de l'eau, des sols, de l'air, de l'alimentation...impulser, aux côtés des services de l'Etat ou des agences de l'eau, une politique ambitieuse de protection de nos communs. Par le biais des plans régionaux Santé Environnement, pour impulser un autre modèle alimentaire et lutter contre l'obésité et la malbouffe.

**Agriculture respectueuse de la biodiversité avec le paiement des services environnementaux**

-L'éparpillement des mesures environnementales suscite l'épuisement des agriculteurs et a montré ses limites. A l'instar de la région Poitou Charentes et de son programme Re-sources, ou de la région parisienne de production d'eau, le paiement des services environnementaux rendus par les agriculteurs permet de contractualiser avec les agriculteurs autour de pratiques globales et des résultats sur la biodiversité et la ressource en eau.

-Soutenir la reconquête de notre biodiversité sauvage et cultivée (haie, agroforesterie...) et l'engagement du monde agricole pour le climat (atténuation et adaptation)

**Contacts :**

Sabine Bonnot : [sabinebonnot@hotmail.com](mailto:sabinebonnot@hotmail.com)

Léo Tyburce : [ltyburce@gmail.com](mailto:ltyburce@gmail.com)

<sup>3</sup> <https://impactons.debatpublic.fr/>